

Pierre-Yves Gomez: «Le capitalisme spéculatif est fragile, car il est condamné à réaliser ses promesses»

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Fin connaisseur du monde du travail et de l'entreprise, le professeur et économiste Pierre-Yves Gomez analyse en profondeur «l'esprit malin» du nouveau capitalisme, celui de la finance et de la spéculation. Selon lui, cet esprit se situe dans notre croyance collective en un avenir meilleur.

Par **Paul Sugy**

Publié le 22 novembre 2019 à 20:15, mis à jour le 22 novembre 2019 à 20:15



L'économiste Pierre-Yves Gomez. *François BOUCHON/Le Figaro*

Pierre-Yves Gomez est professeur à l'Emlyon, où il dirige l'Institut français de gouvernement des entreprises. Auteur de nombreux ouvrages sur le travail et l'entreprise, il vient de publier L'Esprit malin du capitalisme (Desclée de Brouwer, 2019).

FIGAROVOX.- Pardon de commencer en vous posant cette question, mais la critique du «nouvel esprit du capitalisme» a déjà été opérée, de manière magistrale, par Luc Boltanski et Ève Chiapello. Vous reprenez d'ailleurs nombre de leurs analyses... Qu'avez-vous voulu ajouter, ou contredire, en écrivant «L'Esprit malin du capitalisme»?

Pierre-Yves GOMEZ.- Je ne crois pas au «livre définitif», qui aurait explicité le monde de telle manière que rien ne puisse lui être ajouté... Mes propres ouvrages ne sont que de modestes propositions d'éclaircissement qui s'inscrivent, bien sûr, en continuité avec d'autres réflexions. Celles de Luc Boltanski et Ève Chiapello me sont proches parce que nous partageons une même manière de penser le lien entre l'économie et la société. J'ai fait ma thèse, il y a trente ans, au moment où Luc Boltanski publiait avec Laurent Thévenot sa théorie de la justification et ils m'ont fortement inspiré. Quant à Ève Chiapello, pendant des années j'ai donné un séminaire dans le mastère qu'elle dirigeait à HEC. Nos connivences ne sont donc pas fortuites! Mais chacun sa route et sa mission.

L'esprit du capitalisme n'existe pas en dehors de nous.

Puisque vous me demandez quelles sont les différences entre mon ouvrage et le leur, j'en citerai quatre. D'abord la cible: le livre de Boltanski et Chiapello s'adressait principalement à un public académique ; le mien cherche à atteindre un public plus large parce que j'ai la conviction que le rôle des chercheurs est de proposer des grilles de lectures à ceux qui agissent directement dans la fabrication du monde. En deuxième lieu, mon approche est plus économique, la leur était davantage sociologique et s'intéressait à la construction de l'idéologie managériale dans les années 1980-1990; pour ma part, je considère que les flux économiques ont une importance décisive sur l'évolution de la société et même sur la façon de la penser. Troisième différence, Boltanski et Chiapello s'intéressaient au déploiement du capitalisme dans les années 1990 qui, tout en restant lui-même, a incorporé les individus dans une logique de réseaux ; ma thèse est plus radicale: le capitalisme a muté dès les années 1970, parce que l'accumulation du capital a

rendu inévitable la spéculation, et j'essaie de montrer la logique implacable de cette évolution. Enfin, la plus grande différence tient à la façon dont nous repérons l'idéologie du capitalisme, son «esprit». Pour Boltanski et Chiapello, il existe une idéologie capitaliste qui peut se comprendre et se décrire comme telle, en étudiant par exemple les ouvrages de management, et indépendamment des activités économiques sur lesquelles ils portent. Implicitement, l'esprit du capitalisme est vu comme un être autonome avec sa logique, ses comportements et surtout sa capacité extraordinaire à retourner les critiques à son encontre. Pour moi, un tel être n'existe pas. L'esprit du capitalisme est produit par les conditions matérielles dans lesquelles nous vivons et qui définissent en même temps les comportements «normaux» et la manière «rationnelle» de les repérer. L'esprit du capitalisme est donc comme un labyrinthe que nous bâtissons nous-mêmes en manageant, en travaillant, en consommant... Il n'existe pas en dehors de nous.

Quand je parle d'esprit du capitalisme, je parle donc du récit collectif que nous nous racontons pour dégager un sens commun à partir des multiples actions qui le construisent.

Tout commence, dans votre analyse, par un fait matériel précis: la capitalisation boursière des fonds de pension américains, qui entraîne par effet domino la plongée du monde entier dans le «capitalisme spéculatif». Pourquoi retenez-vous systématiquement ce point de départ, quand l'analyse habituelle se concentre sur l'arrivée au pouvoir de Reagan et Thatcher, et avec eux de la doctrine néolibérale?

Voilà une application directe de ce que je viens de dire. On raconte que l'idéologie néolibérale a submergé le monde à partir des années 1980 et qu'elle est donc responsable de la transformation de nos pratiques et de nos mentalités. Pour certains, Reagan et Thatcher sont les anti-héros de cette catastrophe, pour d'autres, ce sont les archanges d'une révolution bienheureuse. Quel que soit le point de vue, on idolâtre le néolibéralisme, c'est-à-dire qu'on en fait une espèce de dieu, une idole qui a une réalité en soi, un *deus ex machina* qui impose sa façon de penser et sa loi, et qui inspire des hommes et des femmes pour changer le monde dans le sens du meilleur

ou du pire. Mais on ne se pose pas la question: pourquoi l'idéologie néolibérale a-t-elle fonctionné? Pourquoi en quelques années est-elle devenue convaincante, au point de devenir la référence intellectuelle explicite ou implicite des décideurs et de beaucoup d'entre nous? Elle existait depuis fort longtemps dans les universités, elle avait ses dévots, mais elle était considérée, jusque dans les années 1970, comme une théorie assez naïve et même un brin stupide qui proposait de comprendre l'économie et la société à partir d'hypothèses anthropologiques extrêmement réductrices. Les intellectuels, les décideurs, les personnes «intelligentes» se référaient au marxisme, au keynésianisme ou au libéralisme classique, mais elles auraient eu honte de se compromettre avec les catégories néolibérales.

Et brusquement tout change dans les années 1980 ; le néolibéralisme devient l'horizon indépassable pour penser «rationnellement» l'économie. Pensez-vous sérieusement que Reagan et Thatcher ont pu produire à eux seuls un tel tour de force? Non, il faut se rendre à l'évidence: si le néolibéralisme s'est imposé, c'est parce que l'économie et la société étaient déjà transformées et qu'elles avaient besoin d'une idéologie pour faire un récit «rationnel» de leur transformation. Or ce qui a changé radicalement, au milieu des années 1970, c'est la manière de financer l'économie. Par une série de petites décisions, on a orienté l'épargne des ménages vers les marchés financiers. Dès lors, une gigantesque quantité de liquidités a été gérée par de nouveaux acteurs, les fonds d'investissement, et cela a métamorphosé totalement la manière de financer les projets économiques et de les évaluer.

L'extension de la logique spéculative à la France n'a pas été encouragée par des politiciens néolibéraux, mais par des socialistes.

La finance s'est imposée comme le commun dénominateur et donc le langage partagé par les entreprises pour capter la manne financière qui s'offrait à elles. De proche en proche, par petites touches, elles ont modifié la façon de donner une valeur à la production, au travail, etc., pour prouver aux investisseurs financiers qu'elles étaient attractives. Ce fut le début de la

spéculation généralisée, avec son corollaire, la financiarisation. Dans ce contexte, les théories néolibérales auxquelles souscrivaient Reagan ou Thatcher ont apporté une touche de «rationalité économique» à une transformation qui était déjà en cours depuis les années 1970. Remarquez d'ailleurs que l'extension de la logique spéculative à la France n'a pas été encouragée par des politiciens néolibéraux, mais par des socialistes: François Mitterrand et son premier ministre, Laurent Fabius...

Cette transformation de l'économie mondiale modifie le sens du travail dans l'entreprise?

Ce fut l'un des effets de la mutation du capitalisme classique en capitalisme spéculatif. Les entreprises doivent désormais proposer sans cesse de nouveaux projets, des innovations, des ruptures... Et il leur faut promettre que tout cela apportera des profits aux investisseurs. Elles se sont réorganisées en ce sens pour montrer comment toutes les étapes de la production contribuent à générer des profits. Ou bien, elles racontent ce que les marchés appellent «de belles histoires» pour attirer les capitaux vers des technologies inouïes, des «disruptions» comme on dit aujourd'hui. Ce n'est pas tant la logique de la performance qui est à l'œuvre mais celle de la promesse de performance.

Le travail réel est devenu invisible.

Dans ces conditions, le travail réel, bien fait, concret... est devenu secondaire: il a perdu de son sens, même aux yeux de ceux qui travaillent. D'abord parce que les entreprises se sont bardées d'écrans, de contrôles, de ratios, de toutes sortes de normes, pour s'assurer que le fameux profit promis aux investisseurs sera réalisé. Dans ce maquis de formalisme, le travail réel est devenu invisible. Ensuite parce que les transformations permanentes des organisations ou des produits détruisent la continuité nécessaire à l'émergence d'un sens collectif des activités. Désormais, le sens du travail, c'est de changer, de s'adapter, d'être «agile» comme on dit. Or c'est une vision abstraite des choses. En réalité, le travail concret s'inscrit nécessairement

dans la durée, ne serait-ce que pour apprendre, pour expérimenter ou pour partager... Enfin, la globalisation des entreprises a éloigné toujours plus les producteurs et les clients. Arriver à trouver un sens commun quand on travaille dans une entreprise multi-sites, multi-marchés, multi-culturelle et toujours en transformation, est devenu un vrai casse-tête. On y répond en général par de nouvelles normes, des ratios et des contrôles supplémentaires.

Le nouveau paradigme spéculatif du capitalisme a ses propres valeurs et ses propres héros: tel que vous le décrivez, c'est le règne du matérialisme le plus absolu, dominé par des élites technocratiques. Si ce que vous dites est vrai, comment se fait-il que nous ayons laissé faire?

Si l'on considère «l'esprit du capitalisme» comme une entité à part, si on en fait une sorte d'être vivant qui a son existence indépendamment du monde et de la société, évidemment la question se pose: pourquoi ne pas lui résister? Et le cas échéant, comment aurait-on pu faire?

Mais si l'on considère plutôt que l'esprit du capitalisme, c'est nous-mêmes qui le produisons par notre manière de travailler, de gérer, de consommer, par les satisfactions que nous y trouvons, par nos calculs, par nos propres spéculations sur notre patrimoine immobilier ou notre plan épargne retraite - bref, si nous prenons conscience que l'esprit du capitalisme n'existe pas en dehors du monde que nous formons, alors votre question trouve sa réponse: nous avons laissé faire parce que... c'est nous qui l'avons créé.

Les améliorations matérielles nous rendent matérialistes : c'est la roue de l'écureuil.

Tant que nous croyons que la spéculation est indispensable pour produire l'avenir, tant que nous nous projetons dans un futur extraordinaire où tout sera nouveau et où même l'homme sera augmenté, nous fabriquons le récit spéculatif. Nous sommes l'esprit du capitalisme.

Justement, ce capitalisme spéculatif permet aussi l'innovation: il travaille tous les jours à réduire un peu plus la misère, il nourrit la planète, il cherche des vaccins et des médicaments contre les maladies, il nous permet de communiquer instantanément avec l'autre bout du monde, il éduque les enfants de tous les pays de la Terre...!

Oui, bien sûr. Remarquez que je ne porte aucun jugement sur tout cela. J'essaie de comprendre comment ça fonctionne, c'est tout. À chacun de conclure comme il le veut.

Le capitalisme spéculatif se déploie depuis près d'un demi-siècle maintenant, non seulement en Occident mais aussi dans le paradis qu'est devenue pour lui la Chine. Il a pu le faire parce qu'il apporte des transformations matérielles que nous jugeons positivement. Ce sont justement ces transformations qui nous font adhérer à l'esprit du capitalisme. Les améliorations matérielles nous rendent matérialistes, et nous conduisent à spéculer sur davantage d'améliorations matérielles. C'est la roue de l'écureuil...

Pour expliquer cela, j'ai coutume de dire que l'homme médiéval vivait beaucoup plus longtemps que nous. Sa vie terrestre se réduisait à une cinquantaine d'années en moyenne, mais il croyait en la vie éternelle, et donc la partie terrestre de sa vie n'était pour lui qu'un court moment. Les progrès médicaux n'étaient espérés que pour limiter la douleur mais pas pour allonger la vie. L'homme contemporain vit ici-bas, disons, 80 ans en moyenne, donc 30 ans de plus, mais il a perdu le sens de l'éternité. C'est un exemple pour montrer que l'esprit et la vie matérielle se coproduisent. Ce n'est pas parce que l'homme est devenu matérialiste qu'il poursuit des rêves matériels, ce sont les réussites matérielles économiques et sociales qui le font penser de manière matérialiste. Dans les exemples que vous donnez, vous considérez implicitement que communiquer avec l'autre bout de la Terre, c'est bien, puisque nous le faisons, et donc c'est un progrès.

En France, 287 grandes entreprises produisent à elles seules le tiers du PIB.

Nous sommes dans un labyrinthe: en se développant, le monde fabrique l'esprit du monde qui est sa propre justification. Pour s'en sortir, il faudrait croire à un esprit extérieur au monde, transcendant, qui viendrait se révéler. Ce que les religions traditionnelles proposent, d'où leur discrédit total dans l'esprit dominant du capitalisme spéculatif. Pour lui, le seul au-delà possible se trouve dans l'avenir extraordinaire qu'il espère réaliser ici-bas et qui auto-justifie ses spéculations. Il est donc auto-transcendant.

Ce nouveau capitalisme épargne-t-il certaines «oasis» - l'univers des petites entreprises, de la fonction publique...?

Non! Et c'est là qu'une vision économique globale est utile. Dès lors que les financements se sont orientés vers les entreprises cotées, ils ont donné à celles-ci une puissance extraordinaire. En absorbant des concurrents grâce à leur capitalisation boursière, les grandes entreprises sont devenues des géantes mondiales. On a assisté à une incroyable concentration économique. Songez qu'en France, 287 grandes entreprises produisent à elles seules le tiers du PIB. Chacune possède en moyenne 100 filiales. Le tiers des PME leur appartient. Elles contrôlent donc les chaînes de valeur de l'économie et elles imposent leurs rythmes et leurs exigences. La logique spéculative s'étend alors bien au-delà des grandes sociétés cotées.

Mais il y a plus: celles-ci récupèrent une part de l'épargne publique orientée vers les bourses. C'est autant de financement en moins pour le service public. Celui-ci ne peut que s'adapter par manque de financement public, mais aussi parce que les grandes entreprises privées leur font concurrence sur leur propre domaine: ainsi on a vu apparaître des entreprises efficaces, mues par la dynamique spéculative, dans les domaines de la sécurité, des transports, du soin et désormais de l'éducation... En permettant de gérer de l'information sur les clients, la technologie digitale leur procure des moyens nouveaux pour proposer des services qui étaient jusqu'à présent réservés à la sphère publique.

Dans votre ouvrage, vous mettez le doigt sur un paradoxe: si le nouveau capitalisme est le fruit d'un mythe prométhéen, comme une forme d'insubordination de l'homme à l'égard de sa propre nature, il aboutit

en fin de compte à l'obsolescence de l'homme lui-même... supplanté par la puissance de calcul des ordinateurs qu'il a lui-même créé?

Le mythe contemporain est davantage celui de Faust que de Prométhée. Pour continuer à croire dans un avenir extraordinaire, il faut éviter de douter du futur. L'esprit du capitalisme spéculatif est un système de croyance mimétique, qui doit tenir pour que la spéculation reste possible. Sinon, tout s'arrête dans la panique! Or l'homme est l'animal qui doute. Le propre de l'intelligence, c'est de douter, c'est-à-dire d'imaginer qu'un autre réel est possible. C'est d'ailleurs ce qui sépare un simple écolier du plus puissant des ordinateurs: l'un s'interroge sur son destin, l'autre ne fait que calculer à partir des données qu'on lui procure. Devant l'énormité des promesses qui sont faites, des «disruptions» attendues, des paris technologiques, on pourrait légitimement se prendre à douter du sérieux de tout cela.

Ceux qui doutent que notre avenir sera radieux sont considérés comme les retardataires.

Mais la société secrète collectivement un antipoison à cela: c'est ce que j'appelle le «fatalisme antihumaniste». «Fatalisme» parce qu'on se répète que c'est ainsi, que ce sont les lois du marché, qu'on n'y peut rien et qu'il faut donc accepter cette course spéculative qui produit le monde le moins mauvais possible. Et «antihumanisme» croissant, qui affirme que l'homme d'aujourd'hui est faible, vulnérable, mauvais ; tandis que l'homme de demain est annoncé comme augmenté, pacifié, civilisé: ce sera un cyborg, un mutant, bref, tout sauf un être humain. Et effectivement, ceux qui doutent que notre avenir sera radieux sont considérés comme les retardataires, les ennemis du progrès qui s'annonce: bref, des empêcheurs de spéculer en rond.

Que pensez-vous, pour finir, de la littérature économique (sous la plume de Thomas Piketty par exemple) qui consiste à s'accommoder du capitalisme financier, à condition qu'une répartition plus égalitaire de la richesse vienne ensuite corriger les injustices qu'il crée?

Thomas Piketty a entrepris un immense travail pour montrer que le capitalisme contemporain accroît les inégalités dans des proportions jamais connues dans l'Histoire. Il voit dans l'idéologie néolibérale la raison de notre acquiescement à ce processus, et la redistribution des richesses est le moyen de corriger l'injustice qu'il génère et qui, de l'avis de beaucoup, devient politiquement intenable. Il propose une nouvelle taxation des revenus et donc un «aménagement raisonnable» du capitalisme spéculatif.

De mon point de vue, la spéculation généralisée est à l'origine du creusement des inégalités et elle continuera donc de les creuser: la survalorisation du capital, qu'il soit financier ou immobilier, profite d'autant plus à ceux qui ont beaucoup de capital sur lequel parier et peuvent en accumuler toujours plus... grâce à la spéculation. Les inégalités ont donc pour origine la nature même du fonctionnement de l'économie contemporaine.

Pour réaliser l'avenir extraordinaire que la spéculation nous promet, nous accumulons toujours plus de dettes.

Pour jouer le jeu de l'esprit du capitalisme, je dirais: et alors, où est le problème? Le creusement des inégalités est tolérable tant que la population pense qu'elle peut s'enrichir en spéculant, à tous les niveaux de l'échelle sociale: les *traders* en misant des milliards, les humbles en cherchant les «bonnes affaires» sur Le Bon Coin ou en louant leur chambre d'amis sur Airbnb. On a vu récemment que des centaines de milliers de petits épargnants ont acheté du capital de la Française des Jeux et ont gagné à l'ouverture près de 16 % sur leurs tout petits montants placés. Tout un symbole de la spéculation généralisée...

Je ne suis pas si convaincu que cela par les mouvements sociaux sporadiques qui éclatent çà et là, en France, au Chili ou au Liban. On sent une détresse, mais quelle est la demande pour demain? Davantage de revenus pour spéculer un peu, eux aussi, et être gagnés à leur tour par l'esprit du capitalisme spéculatif? Sauf que pour réaliser l'avenir extraordinaire que la

spéculation nous promet, nous accumulons toujours plus de dettes. Dettes financières bien sûr, mais aussi dettes sociales, parce qu'il faudra payer les retraites et les systèmes de santé pour lesquels on épargne massivement aujourd'hui, dettes écologiques, parce qu'on consomme la planète que d'autres habiteront, etc. Cette accumulation de dettes gigantesques est acceptable tant que l'on croit que l'avenir sera effectivement tellement extraordinaire qu'il les effacera...

Mais si on se met à en douter? Alors, la panique menace, la spéculation se bloque et avec elle le moteur du capitalisme. Le système est donc très fragile. Il est condamné à réaliser ce futur miraculeux qui nous sauvera et ignorer les doutes qui nous font pressentir qu'il ne nous sauvera pas.